

Le rôle des financements innovants dans la relance du tourisme culturel au Sénégal : opportunités et défis de la mobilisation des obligations vertes et des partenariats public- privé.

Innovative Financing and the Revitalization of Cultural Tourism in Senegal:
Opportunities and Challenges in Mobilizing Green Bonds and Public-Private
Partnerships.

Auteur 1 : NDIAYE Aminata.

NDIAYE Aminata, 0000-0002-8484-589X

Affiliation(s) : Université Iba Der Thiam de Thiès

Laboratoire de Recherches Economiques et Monétaires (LAREM)

SENEGAL

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : NDIAYE Aminata (2026) « Le rôle des financements innovants dans la relance du tourisme culturel au Sénégal : opportunités et défis de la mobilisation des obligations vertes et des partenariats public- privé », African Scientific Journal « Volume 03, Num 38 » pp: 001 – 022.



DOI : 10.5281/zenodo.22915138

Copyright © 2026 – ASJ



Résumé:

Le tourisme culturel constitue un levier important de valorisation du patrimoine, de dynamisation des territoires et de développement économique au Sénégal. Toutefois, la mobilisation de ressources financières adaptées demeure un enjeu majeur pour assurer la conservation du patrimoine et le développement d'infrastructures touristiques durables. Dans ce contexte, cet article analyse le rôle que peuvent jouer les mécanismes de financement innovant, notamment la finance verte et les partenariats public-privé (PPP), dans la relance du tourisme culturel au Sénégal. L'étude s'appuie sur une approche qualitative combinant une revue de la littérature et des documents institutionnels avec des investigations de terrain auprès d'acteurs concernés par le développement touristique et culturel. L'analyse porte notamment sur les initiatives mises en œuvre dans des territoires à forte valeur patrimoniale, tels que Gorée et Saint-Louis, ainsi que sur certains projets liés à la résilience côtière. Les résultats mettent en évidence une mobilisation encore limitée des financements innovants directement orientés vers le secteur touristique. Si certains mécanismes contribuent indirectement à la préservation des territoires, à la résilience environnementale et à l'amélioration des conditions de vie des populations, le tourisme culturel demeure insuffisamment intégré dans les dispositifs de financement vert et les montages innovants. Cette situation s'explique notamment par la faible structuration des projets, leur difficulté à répondre aux critères des instruments de financement et l'insuffisance de l'articulation entre politiques touristiques, environnementales, culturelles et financières. L'étude souligne ainsi la nécessité de mieux structurer les projets touristiques et culturels afin de renforcer leur éligibilité aux financements innovants et de favoriser un développement touristique plus durable et inclusif.

Mots-clés : tourisme culturel ; financements innovants ; finance verte ; partenariats public-privé ; patrimoine ; développement durable ; Sénégal.

Abstract

Cultural tourism represents an important means of promoting heritage, fostering territorial development, and supporting economic growth in Senegal. However, mobilizing adequate financial resources remains a major challenge for ensuring heritage conservation and the development of sustainable tourism infrastructure. Against this backdrop, this article examines the role that innovative financing mechanisms, particularly green finance and public-private partnerships (PPPs), can play in revitalizing cultural tourism in Senegal. The study adopts a qualitative approach combining a review of the literature and institutional documents with field investigations involving stakeholders engaged in tourism and cultural development. The analysis focuses in particular on initiatives implemented in areas of significant heritage value, such as Gorée and Saint-Louis, as well as on selected projects related to coastal resilience. The findings reveal that innovative financing remains relatively limited when it comes to directly supporting the tourism sector. While some mechanisms indirectly contribute to territorial preservation, environmental resilience, and improved living conditions for local communities, cultural tourism remains insufficiently integrated into green financing schemes and innovative financing arrangements. This situation can be attributed, in particular, to the limited structuring of projects, difficulties in meeting the eligibility criteria of financing instruments, and insufficient coordination among tourism, environmental, cultural, and financial policies. The study therefore highlights the need for better-structured tourism and cultural projects to strengthen their eligibility for innovative financing and foster more sustainable and inclusive tourism development.

Keywords: cultural tourism; innovative financing; green finance; public-private partnerships; heritage; sustainable development; Senegal.

Introduction

Le tourisme est aujourd'hui considéré comme l'un des leviers de développement économique, social et culturel dans de nombreux pays en développement. En Afrique de l'Ouest, particulièrement au Sénégal, ce secteur occupe une place stratégique dans les politiques publiques de diversification économique, de création d'emplois et de valorisation des ressources naturelles et culturelles (OMT, 2023).

Le tourisme culturel occupe une place centrale dans la stratégie de diversification de l'économie touristique sénégalaise. En valorisant les patrimoines matériels (sites historiques, musées, architectures coloniales) et immatériels (musique, artisanat, traditions orales), il constitue un levier d'ancrage identitaire et de création de nouveaux emplois. Il peut être défini comme l'ensemble des déplacements de personnes pour des motivations essentiellement culturelles telles que les voyages d'études, les voyages artistiques et culturels, les voyages pour assister à des festivals et autres événements culturels, les visites de sites et de monuments, les voyages pour étudier la nature, le folklore ou l'art, etc.

Au-delà de sa dimension culturelle, le tourisme culturel constitue également une activité économique susceptible de générer des revenus, de créer des emplois et de stimuler les activités des acteurs locaux. Sa contribution au développement territorial dépend toutefois de la capacité des territoires à préserver et valoriser leurs ressources culturelles, mais également à disposer des infrastructures, équipements et ressources financières nécessaires à leur mise en tourisme.

Cependant, le développement d'un tourisme culturel compatible avec les exigences du développement durable requiert des ressources financières importantes pour la réhabilitation des sites, la formation des acteurs et la mise à niveau des infrastructures, dans un contexte où les financements publics demeurent limités.

Dans cette perspective les financements innovants apparaissent comme des mécanismes susceptibles de compléter les modes traditionnels de financement et de contribuer à la mobilisation de ressources adaptées aux besoins du secteur touristique. Parmi ces mécanismes, les obligations vertes et les partenariats public-privé (PPP) présentent un intérêt particulier, en raison de leur capacité potentielle à mobiliser des ressources publiques et privées autour de projets d'investissements à vocation durable.

Par ailleurs, la croissance du tourisme sénégalais demeure confrontée à plusieurs défis tels que: les inégalités dans la répartition des retombées économiques, la gestion des écosystèmes, la dépendance aux financements extérieurs ainsi qu'une forte vulnérabilité face aux impacts du changement climatique.

Dans ce contexte, la transition vers un tourisme plus durable apparaît comme une nécessité qui prendrait en compte le respect, la préservation et la mise en valeur des ressources naturelles, culturelles et sociales tout en ayant des retombées socio- économiques équitables. Une telle transition suppose cependant l'existence de ressources financières suffisantes, diversifiées et adaptées aux caractéristiques des projets touristiques.

Le marché de l'investissement dans le monde touristique est complexe car en matière de tourisme, il n'existe pas d'actif ou un marché unique. Par exemple les besoins et possibilités dans l'investissement d'une entreprise touristique familiale sont très différents de ceux d'un hôtel cinq (5) étoiles ou d'un aéroport régional. Dans ce contexte, l'Etat Sénégalais joue un rôle important dans la facilitation de l'investissement dans les infrastructures touristiques, notamment à travers la mise en place d'un environnement économique réglementaire et institutionnel favorable. Dans cette optique, l'Etat sénégalais a mis en œuvre des dispositifs institutionnels et des mécanismes de partenariat public- privé. Ainsi est née la Société d'Aménagement et de Promotion de la petite Côte (SAPCO) pour la gestion et l'aménagement des zones touristiques tout en mobilisant des investissements privés nationaux et étrangers. La SAPCO, en tant qu'outil d'aménagement et de régulation, reflète cette stratégie en jouant un rôle de catalyseur de l'investissement national et étranger dans les zones touristiques à fort potentiel; cette analyse a notamment été documentée par Ba et Faye (2007)¹. Dans cette dynamique, l'Etat cherche à diversifier l'offre touristique dominé par le balnéaire (près de 54 % du marché), en valorisant également le tourisme culturel, le tourisme d'affaires et l'écotourisme.

Parallèlement, des mécanismes financiers complémentaires ont été mis en place tels que la création de l'Agence Nationale de Promotion du Tourisme (ANPT) devenue aujourd'hui Agence

¹ Ba, A., & Faye, O. (2007). Les innovations financières dans le développement des activités touristiques de l'État sénégalais et dans le cadre de la coopération décentralisée. *Marchés et organisations*, 35-51. Cairn.info.

Sénégalaise de Promotion touristique (ASPT) pour renforcer la visibilité du Sénégal sur le marché international, le Fonds National de Promotion de la Jeunesse (FNPJ) pour favoriser l'entrepreneuriat des jeunes ainsi que le Projet de Promotion des Micros Entreprises Rurales (PROMER), qui a soutenu des activités économiques en milieu rural.

Dans cette logique, le financement d'infrastructures stratégiques constitue un levier majeur, à l'image de la réalisation de l'Aéroport International Blaise Diagne (AIBD) qui s'inscrit dans une logique de partenariat entre acteurs publics et privés et qui illustre le recours à des modalités alternatives de financements et de réalisation des infrastructures. De plus l'Etat a encouragé une décentralisation des initiatives touristiques afin de permettre aux collectivités locales de bénéficier directement des retombées économiques à travers les taxes et recettes générées par les activités artisanales et touristiques. La coopération internationale constitue également une source de financement et d'accompagnement des initiatives liées à la promotion du tourisme culturel et de l'écotourisme dans certaines régions du Sénégal.

Dans cette dynamique, le Ministère du Tourisme et des Loisirs a mis en place le Crédit Hôtelier et Touristique (CHT), un mécanisme de financement innovant destiné à soutenir le développement de ce secteur vital. Ce crédit se veut accessible tant aux entreprises existantes qu'aux porteurs de projets novateurs dans le domaine touristique, confirmant ainsi de la volonté de l'Etat de faciliter l'expansion et la modernisation de l'industrie. Toutes ces innovations traduisent la volonté manifeste de l'Etat d'articuler un développement du tourisme sénégalais qui aura comme finalité la réduction de la pauvreté, la création de revenus tout en favorisant l'inclusion des territoires vulnérables dans la dynamique de croissance². Comme l'affirmait le rapport de la Commission Economique pour l'Afrique, le financement innovant, est une des solutions les plus prometteuses pour répondre aux besoins de développement de l'Afrique, offre des fonds supplémentaires par le biais d'une exploration d'un potentiel existant, mais inexploré. Ce potentiel comprend aussi la mobilisation de moyens non traditionnels pour le développement.

² République du Sénégal, Ministère du Tourisme (2014). *Plan stratégique de développement durable du tourisme au Sénégal* (2014–2018).

Cependant, ce secteur reste confronté à des contraintes financières structurelles, aggravées par les effets de la pandémie de COVID-19 et par des besoins croissants en infrastructures adaptées, en innovation et en durabilité. Ces contraintes soulèvent la question de la capacité des mécanismes de financements existants à répondre aux besoins spécifiques du tourisme culturel. Dès lors, l'exploration de mécanismes de financements innovants apparaît comme une piste de recherche pertinente pour comprendre les conditions dans lesquelles de nouvelles ressources pourraient être mobilisées en faveur de la relance du tourisme culturel au Sénégal.

C'est dans cette perspective que s'inscrit la présente recherche, consacrée au rôle des financements innovants dans la relance du tourisme culturel au Sénégal. Elle porte plus particulièrement sur deux mécanismes: les obligations vertes et les partenariats public- privé (PPP). L'objectif est d'analyser les opportunités qu'offrent ces instruments pour mobiliser les ressources nécessaires au développement d'un tourisme culturel durable, tout en identifiant les contraintes financières, institutionnelles et organisationnelles susceptibles de limiter leur mobilisation.

Plus précisément, cette recherche vise à examiner dans quelle mesure les obligations vertes et les PPP peuvent contribuer au financement des infrastructures et des projets de valorisation du patrimoine culturel et touristique au Sénégal. Elle cherche également à identifier les conditions institutionnelles et organisationnelles nécessaires à la relance du tourisme culturel au Sénégal ?

Pour répondre à cette interrogation, la présente recherche s'appuie sur une approche qualitative fondée sur l'analyse documentaire, l'examen des politiques publiques et des dispositifs institutionnel de financement, ainsi que sur l'analyse d'expérience africaine pertinente, notamment au Maroc, au Rwanda et en Afrique du Sud. Elle s'intéresse également aux initiatives sénégalaises relative à la valorisation du patrimoine culturel et touristique, notamment dans des territoires tels que St-Louis, Gorée et Thiès.

La recherche est structurée en trois grandes sections. La première présente le cadre d'étude, en mettant en évidence les caractéristiques du contexte sénégalais et les spécificités de Saint-Louis et de Gorée en tant que territoires disposant d'un important patrimoine culturel et touristique.

La deuxième section expose le cadre théorique et l'approche méthodologique retenus pour analyser la mobilisation des financements innovants dans le développement du tourisme culturel. Elle précise notamment les principaux concepts mobilisés, les approches théoriques retenues ainsi que la démarche méthodologique adoptée.

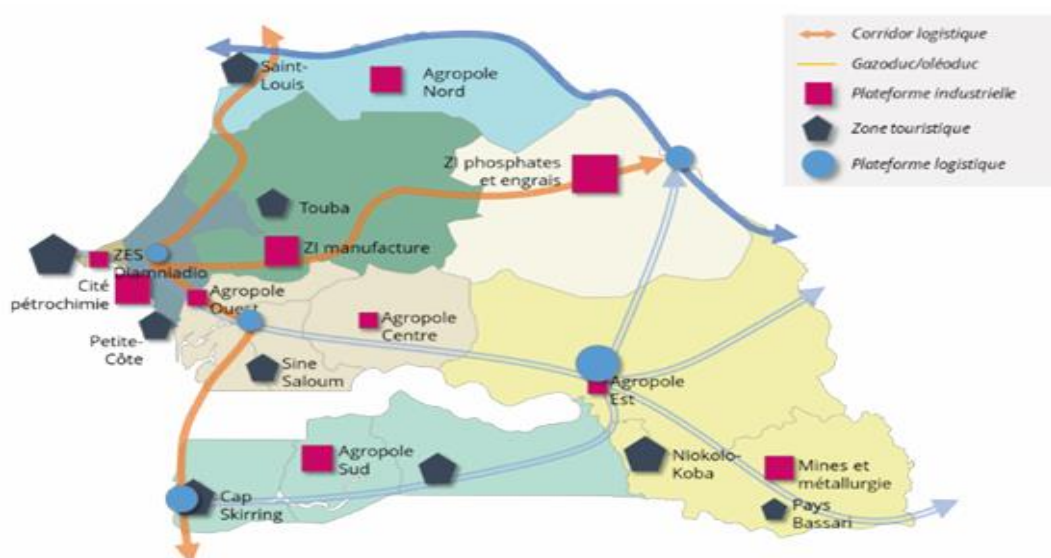
La troisième section est consacrée à l'analyse des initiatives de financements innovants au Sénégal à travers les cas de Saint-Louis et de Gorée. Elle présente les mécanismes étudiés, les acteurs impliqués, les opportunités offertes par ces instruments ainsi que les contraintes et défis associés à leur mobilisation. Les résultats obtenus sont ensuite analysés afin de mettre en évidence les conditions dans lesquelles les obligations vertes et les partenariats public-privé peuvent contribuer à la relance du tourisme culturel au Sénégal.

Enfin, une conclusion synthétise les principaux résultats de l'étude et en dégage les implications ainsi que les perspectives de recherche.

1. PRÉSENTATION DU CADRE D'ÉTUDE

La destination Sénégal est d'une grande richesse avec un environnement stable, un climat de type tropical sec, caractérisé par une haute saison (novembre à juin), période d'affluence pour les visiteurs et une basse saison (juillet à octobre) où les acteurs du tourisme favorisent le tourisme interne.

Figure 1: carte du Sénégal;



Source : projet Sénégal 2050.

En effet, le Sénégal est bordé par l'Océan atlantique, offrant des plages magnifiques et propices au farniente et aux sports nautiques. Situé dans la zone de l'Afrique de l'Ouest, le Sénégal possède 14 régions, 6 pôles touristiques, 700 km de côtes, 530 de plages, des parcs (ndiokolo koba, Djiodj),

réserves animaliers (Bandia), classés au patrimoine mondial de l'Unesco, les îles du Saloum, de la Madeleine, de la Basse Casamance, etc.

Par ailleurs, suivant le recensement général des entreprises publié par l'ANSD en 2023, le tourisme représenterait près de 7 % du PIB et environ 8% des emplois en 2022. Deuxième source de devises, la destination regorge d'atouts touristiques avec des produits tels que le tourisme balnéaire, le tourisme culturel, le tourisme d'affaires (congrès, séminaire, incentive, colloque avec la clientèle MICE, l'écotourisme.

Aujourd'hui, les autorités étatiques s'intéressent de plus en plus au tourisme. Il convient de rappeler que le Sénégal dispose d'un Plan national d'Aménagement et de Développement territorial (PNADT) dont l'objectif est de promouvoir le développement à partir de nos ressources, une meilleure structuration de l'espace et une valorisation durable des ressources et potentialités.

Doté d'un cadre naturel, la diversité des écosystèmes rend plus attrayant les sites touristiques notamment les chutes de Dindéfelo, les savanes, les aires marines protégées...

2. CADRE THEORIQUE ET APPROCHE METHODOLOGIE

2.1.CADRE THEORIQUE

La Conférence internationale de Monterrey sur le financement du développement en 2002 marque véritablement le début des débats sur les financements innovants au niveau international. La nécessité de mobiliser des ressources complémentaires et durables pour atteindre les objectifs du millénaire (focus 2020, 2030). A la suite de cette rencontre, plusieurs initiatives internationales, dont le Groupe pilote³ sur les financements innovants pour le développement ont été soulevées.

Pour la Banque mondiale, le financement innovant « implique des applications non traditionnelles de la solidarité, des partenariats publics- privés et des mécanismes catalytiques

Ces financements se distinguent de l'aide publique traditionnelle au développement en ce qu'ils reposent sur l'augmentation des ressources, l'implication d'acteurs multiples et la mobilisation de flux financiers stables et prévisibles (OCDE, 2012).

³ Le Groupe pilote sur les financements innovants pour le développement a été en 2006 sous l'impulsion du Brésil, du Chili, de l'Espagne et de la France pour favoriser un espace privilégié de dialogue et de partage de bonnes pratiques sur les diverses solutions innovantes permettant de financer le développement durable.

Par la suite, en septembre 2004, un rapport technique sur les leviers de solidarités pour financer le développement a été publié. Ce rapport présente des MFI à mettre en place rapidement pour le financement de la santé et de la lutte contre le VIH- Sida.

L'évolution du concept s'est progressivement orientée vers l'intégration de la dimension environnementale, donnant naissance à ce que l'on appelle aujourd'hui les mécanismes verts ou financements climatiques innovants.

Dans une perspective théorique, les FI se définissent comme des mécanismes complémentaires à l'aide publique classique, visant à mobiliser des fonds additionnels pour atteindre les Objectifs de Développement durable.

Une partie de la littérature distingue deux catégories de financements innovants. D'abord des FI en tant que ressources financières complétant les fonds d'APD. L'OCDE retient ainsi les critères suivants pour les caractériser. Il s'agit de:

- Une implication substantielle du secteur public ;
- Une mobilisation de nouvelles ressources financières importantes ;
- Des transferts de ressources d'un pays à un autre (directement ou indirectement) ;
- Et des mécanismes testés pour être généralisables.
- Et ensuite des instruments à effet levier favorisant l'investissement privé ou public dans les pays en développement comme le Sénégal. S'ils ne sont pas généralement comptabilisables dans les APD, ces mécanismes occupent notamment une place prépondérante dans les travaux de l'OCDE et de la Banque mondiale. Cette catégorie regroupe les principaux MFI en termes de volume de financements.

Pour BOUSSICHAS et GUILLAUMONT (2015), il faut aussi interroger le concept d'innovation en distinguant ce qui est nouveau et ce qui ne l'est pas, rappelant que l'innovation se trouve parfois dans la simple adaptation de pratiques anciennes à des objets ou des situations particulières. Les auteurs distinguent ainsi trois types d'innovations et par là-même trois types de financements innovants :

- des FI qui ont pour objectifs premier de générer des ressources additionnelles en faveur du développement;
- ceux dont l'objectif premier est de générer un impact sur le développement;
- et ceux pour lesquels l'innovation se trouve dans les modalités de financement.

Le corpus théorique met en évidence des instruments financiers verts et innovants. Les obligations vertes constituent un outil majeur, puisqu'elles permettent de financer des projets environnementaux mesurables, y compris le secteur du tourisme (Climate Bonds Initiative, 2022). Les marchés carbone et les crédits compensatoires soutiennent la séquestration du carbone et la mise en œuvre de projets écologiques tels que la restauration des mangroves. Le blended finance combine les capitaux publics et privés afin de réduire les risques liés aux investissements et d'attirer des financements dans les secteurs vulnérables (OCDE AND UNCDF, 2020, p.19). Les fonds climatiques multilatéraux, comme le Fonds vert pour le climat ou le Fonds d'adaptation, constituent également des instruments essentiels.

D'autres instruments sont à noter comme le financement participatif vert et les assurances climatiques paramétriques, apparaissent comme des solutions émergentes, adaptées aux projets communautaires et à la gestion des risques liés aux catastrophes naturelles.

Dans une perspective empirique, plusieurs études mettent en exergue la pertinence de ces mécanismes pour le secteur touristique. En effet, le tourisme est particulièrement vulnérable par rapport aux effets de changements climatiques, comme l'érosion côtière à Saly, la montée du niveau de la mer, la dégradation des écosystèmes sans compter l'émission de gaz à effet de serre causée par le transport aérien.

Les financements verts apparaissent donc comme des leviers indispensables pour accompagner l'activité touristique à travers les nouvelles formes de tourisme durable, alternatif au tourisme de masse et balnéaire. En effet le tourisme durable devient indispensable pour préserver les écosystèmes qui constituent une grande attractivité dans les destinations. Des expériences menées en Afrique, notamment au Maroc, au Rwanda et en Afrique du Sud, montrent que le recours aux obligations, aux partenariats publics- privés, au financement participatif contribuent à mettre en place des solutions concrètes pour un développement durable du tourisme.

Les expériences internationales en matière de développement touristique montrent que la réussite d'une politique durable repose sur la combinaison entre planification stratégique, innovation financière et gouvernance territoriale. Au Maroc, la mise en œuvre des plans Vision 2010 puis Vision 2020 a permis d'attirer d'importants investissements publics comme privés, grâce à des instruments tels que les zones d'aménagement touristique intégrées et les fonds de développement du tourisme.

Ces mécanismes ont facilité la réhabilitation du patrimoine culturel (notamment les médinas de Fès et Marrakech) et la diversification de l'offre au-delà du balnéaire. L'approche marocaine se distingue par une forte implication de l'État dans la planification, couplée à une mobilisation du secteur privé national et étranger à travers des incitations fiscales et des partenariats public-privé. En Afrique subsaharienne, plusieurs pays ont adapté leurs modèles touristiques à leurs contextes socio-économiques spécifiques. Le Rwanda, par exemple, a construit une stratégie centrée sur l'écotourisme et la valorisation du capital naturel (parc des Volcans, forêts de Nyungwe), en mettant l'accent sur la participation communautaire et la redistribution des revenus touristiques aux populations locales. L'Afrique du Sud, de son côté, a misé sur le tourisme culturel et événementiel (route du vin, tourisme mémoriel postapartheid)

2.2.APPROCHE METHODOLOGIQUE

Dans la rédaction de cet article de recherche, nous allons utiliser une approche mixte combinant les méthodes qualitatives et quantitatives pour étudier ces mécanismes innovants. Nous estimons que cette approche est assez pertinente et peut très bien nous permettre de collecter les informations dont nous avons besoin. Cette démarche se justifie par la nature du sujet qui nécessite, d'une part une compréhension approfondie des mécanismes de financements (méthode qualitative) et, d'autre part une analyse mesurable du degré d'appropriation et d'utilisation de ces mécanismes de financements innovants par les acteurs touristiques de la région de Thiès.

Toutefois, l'étude se veut à la fois exploratoire compte tenu du caractère encore récent et peu documenté des financements innovants et verts dans le tourisme sénégalais ; et descriptive car elle vise à dresser un état des lieux et à mettre en évidence les dynamiques en cours.

En premier lieu, la consultation de documents officiels, rapports, travaux scientifiques, livres a été fait pour comprendre l'état des travaux établis à ce sujet.

Ces instruments nous paraissent fiables pour explorer le terrain à la recherche d'informations utiles et nécessaires et, plus abordables d'autant plus que nous ne disposons essentiellement que de ressources propres.

Les éléments obtenus sur le terrain vont nous permettre de mieux appréhender la mise en œuvre de projets touristiques, institutionnels ou privés.

Dans le cadre de cette étude, il sera question de s'entretenir avec les acteurs qui sont dans la région de Dakar (Gorée) et Saint- Louis. Ces derniers constituent des principaux pôles touristiques

importants pour le pays de la Téranga de par sa richesse naturelle, culturelle et patrimoniale car regroupant un patrimoine bâti, une architecture coloniale remplie d'histoire. Classée au patrimoine mondial de l'UNESCO en 2000, Saint-Louis est reconnue pour son architecture coloniale exceptionnelle et son urbanisme en damier. Elle se situe à 270 km au nord de la Capitale Dakar. Ce dernier, capitale du Sénégal est une région dynamique et cosmopolite située à la pointe la plus occidentale de l'Afrique de l'Ouest. Elle séduit les visiteurs par son mélange harmonieux de modernité urbaine, de tradition africaine et d'héritage colonial et regroupe un ensemble d'infrastructures culturel et patrimoniale tel que l'île de Gorée.

Le choix de ces destinations s'explique par la concentration d'infrastructures touristiques la présence d'un artisanat diversifié riche et varié, ainsi que le développement d'initiatives écotouristiques dans les zones rurales. Le champ de notre étude couvre un ensemble d'acteurs impliqués dans le financement et la mise en œuvre de projets touristiques.

La collecte de données est faite auprès des acteurs avec des entretiens semi-directifs afin de comprendre leur perception et leur rôle dans les mécanismes de financements innovants. Ensuite, un questionnaire sera administré aux opérateurs touristiques (hôteliers, responsables agences de voyages etc.) pour mesurer leur niveau d'accès et d'utilisation de ces financements innovants.

Par ailleurs, une observation directe est nécessaire afin d'apprécier l'existence d'entreprises touristiques bénéficiant de ces financements innovants (gestion des déchets, activités de tourisme durables, utilisation des énergies renouvelables, etc).

3. INITIATIVES DE FINANCEMENTS INNOVANTS AU SENEGAL : ETUDE DES CAS DE SAINT- LOUIS ET GOREE:

3.1.Projet de relèvement d'urgence et de résilience à Saint- Louis: promouvoir le développement local par la sauvegarde et la valorisation du patrimoine et le tourisme.

L'Objectif de Développement du SERRP (ODP) est de réduire la vulnérabilité aux risques côtiers des populations établies sur la Langue de Barbarie et de renforcer la planification de la résilience urbaine et côtière de la ville de Saint-Louis⁴. Il est financé par la banque mondiale et le Fonds pour l'Environnement Mondial. C'est un programme qui intègre des pratiques respectueuses de

⁴ Agence de Développement Municipal (ADM).

l'environnement pour préserver l'authenticité architecturale tout en améliorant la résilience face aux risques climatiques comme l'érosion côtière.

Photos illustrant l'érosion côtière.



Source: programme WACA;

Le SERRP a pour objectif, l'amélioration des conditions de vie de 1342 ménages regroupés dans 538 concessions, soit un total de 15081 personnes. Parmi elles, 3 273 ont déjà perdu leur logement, tandis que 11 808 autres, réparties dans 1027 ménages, résident encore dans la bande des vingt mètres du littoral, zone fortement exposée à l'érosion côtière. Le projet prévoit leur réinstallation sur un site aménagé et la construction de logement adaptés, afin d'assurer leur sécurité et de renforcer la résilience face aux défis environnementaux.

Le projet SERRP, doté d'une enveloppe budgétaire de 93.3 millions de dollars américains illustre bien la mobilisation de mécanismes de financement vert pour renforcer la résilience côtière.

Le projet a financé des initiatives socio-économiques pour améliorer les conditions de vie des populations mais ces financements n'entrent pas dans le cadre des activités touristiques.

3.2. Valorisation de Gorée avec un financement international

L'île de Gorée, symbole de la mémoire de la traite négrière en Afrique, reconnu officiellement par l'Organisation des Nations Unies en 1978 a bénéficié de plusieurs financements innovants.

Tableau 1 : projets réalisés avec les financements innovants à Saint- Louis et Gorée du Sénégal;

Projet	Type de mécanisme	Montants mobilisés	Zones cibles
Rénovation Maison des esclaves	Mécénat/ PPP culturel		Gorée
Liaison Dakar-Gorée	Crédit concessionnel vert		
Projet West Africa Coastal Areas Resilience Investment- AMP	Fonds multilatéraux verts (Banque mondiale, Fonds pour l'Environnement Mondial, partenaires régionaux)	220 millions de dollars US investis en 2023 dont une part importante pour le Sénégal	Gorée et Saint- Louis

Source: auteure (2025)

L'Ile de Gorée et la ville de Saint-Louis partagent la problématique de l'érosion côtière. C'est pourquoi ils sont mis en communs dans les financements innovants.

Des projets tels que la redynamisation du tourisme culturel à Saint-Louis et Gorée visent à mettre à niveau et valoriser le patrimoine culturel et touristique de ces villes émergentes. Ces initiatives intègrent des stratégies de financement innovantes pour assurer une croissance économique durable tout en préservant l'environnement. Bien qu'il ne soit pas spécifiquement axé sur le tourisme, ses impacts sur la protection du patrimoine, la sécurité des zones culturelles et la durabilité des infrastructures locales en font un levier indirect de relance du tourisme culturel au Sénégal.

4. RESULTATS ET ANALYSE :

Les mécanismes de financement innovants constituent aujourd'hui une alternative stratégique face aux limites du financement public traditionnel dans le secteur touristique. Leur mise en œuvre au Sénégal ouvre de nouvelles perspectives pour la diversification des ressources, la modernisation des infrastructures culturelles et touristiques, ainsi que la promotion d'un modèle durable conciliant développement économique, inclusion et préservation du patrimoine Sénégalais.

Dans cette partie, nous allons débattre des opportunités offertes par les MFI en premier lieu et les contraintes liées à ces financements en second lieu.

4.1. Une diversification des ressources financières:

Les financements innovants permettent de mobiliser des ressources additionnelles issues de sources variées fonds verts, partenariats public-privé, microfinance, obligations durables ou encore mécénat culturel. Au Sénégal, l'introduction d'instruments tels que les obligations vertes ou les fonds d'investissement à impact a contribué à élargir la base de financement du tourisme et de la culture, en attirant des capitaux privés autour de projets à forte valeur socioculturelle (Banque mondiale, 2023; AFD, 2024). Ces dispositifs favorisent une mutualisation du risque entre acteurs publics et privés et permettent une meilleure pérennisation des projets, notamment dans les zones à faible attractivité économique. Cette logique rejoint les objectifs du Plan National d'Aménagement et de Développement Territorial (PNADT) et du Plan Sénégal Émergent (PSE Vert), qui prônent la diversification des sources de financement pour soutenir la résilience territoriale et la compétitivité des destinations touristiques.

4.2.Modernisation des infrastructures touristiques et culturelles:

L'accès à ces nouveaux financements facilite la réhabilitation et la modernisation des équipements culturels et touristiques. Les partenariats public-privé (PPP), en particulier, offrent un cadre propice à la mobilisation d'investissements structurants dans les infrastructures comme les musées, les sites patrimoniaux, les circuits écotouristiques, ou les hébergements écologiques. Par exemple, des programmes tels que le Projet de Résilience des Zones Côtières (WACA) ou certaines interventions de l'AFD ont permis de financer des travaux d'aménagement à Saint-Louis et à Gorée, combinant conservation patrimoniale et attractivité touristique (Banque mondiale, 2023). Selon un responsable de la banque mondiale pour la région Afrique: « le Projet d'investissement dans la résilience-WACA est une réponse collective au besoin urgent de lutter contre la dégradation du littoral selon une approche régionale et intégrée. Cette opération va permettre de renforcer la résilience des populations ouest-africaines et transformer leurs moyens de subsistance». Ce projet avait comme objectif de promouvoir diverses mesures de lutte contre l'érosion côtière : fixation des dunes, restauration de zones humides et de mangroves, rechargement des plages et construction d'ouvrages de protection et de digues⁵.

Ces projets démontrent que l'innovation financière peut devenir un levier de modernisation favorisant à la fois la qualité de l'accueil et la valorisation du patrimoine matériel et immatériel.

⁵ Communiqué de presse Banque mondiale, avril 2018.

4.3.Promotion de la durabilité et de la résilience environnementale:

Dans cette partie, nous notons que les mécanismes de financement innovants contribuent à la transition écologique du secteur touristique. Les financements verts, les subventions climatiques et les fonds d'adaptation soutiennent la mise en œuvre de projets intégrant efficacité énergétique, énergies renouvelables et gestion durable des ressources naturelles dans les zones touristiques. Au Sénégal, ces dispositifs ont notamment accompagné des initiatives de reboisement côtier, de valorisation des déchets touristiques, et d'intégration de l'économie circulaire dans la gestion des sites patrimoniaux. De plus, ces instruments s'inscrivent dans une approche participative et inclusive, en favorisant la création d'emplois verts et la formation des jeunes et des femmes dans les filières du tourisme durable (PNUD, 2022 ; AFD, 2024).

Ainsi, les mécanismes de financement innovants apparaissent comme de véritables catalyseurs du développement touristique durable. Toutefois, leur efficacité dépend étroitement de la qualité de la gouvernance financière, de la transparence institutionnelle et de la capacité des acteurs locaux à s'approprier ces outils, ce qui constitue le cœur des défis à examiner dans la section suivante.

Les résultats obtenus dans cette étude mettent en lumière les principaux effets des mécanismes de financements innovants sur le développement du tourisme à Gorée et à Saint-Louis, en révélant leurs impacts sur les activités touristiques et les difficultés rencontrées par les acteurs locaux. Ils révèlent que les financements innovants influencent significativement le développement économique des PME, des micros entreprises et favorisant l'auto-entrepreneuriat surtout dans les domaines de l'agriculture, l'énergie, la conservation des écosystèmes, l'élevage. Si nous prenons l'exemple du programme WACA dans la région de Saint-Louis, le projet a permis de reloger une majeure partie de la population de la Langue de Barbarie touchée par l'érosion côtière et aussi de trouver une activité génératrice de revenus pour les populations relogées par le SERRP afin d'améliorer les conditions de vie de ces ménages⁶.

S'agissant des grands investissements nous avons rencontré au Forum International de l'Investissement (FII) tenu au CICAD à Dakar les 07 et 08 octobre 2025, le Fonds Souverain d'Investissements stratégiques (FONSIS) avec le Fonds Vert Energie Sénégal (REEF) et la Société

⁶ Banque mondiale. (2020). Stratégie de restauration des moyens de subsistance des populations affectées de la Langue de Barbarie. Projet WACA / SERRP – Sénégal. Washington, D.C.: Banque mondiale.

Financière Internationale (IFC). Les personnes enquêtées soulèvent souvent le problème de structuration dans le secteur touristique. Un responsable de l'IFC affirme que l'IFC soutient les hôtels en leur fournissant des financements et des services conseils en matière de main d'œuvre et de construction écologique. L'IFC a investi et mobilisé en Afrique 293 millions de dollars au cours des cinq dernières années. En juin 2024, le portefeuille de projets sur fonds propres d'IFC s'élevait à 140 millions de dollars pour dix-sept (17) projets.

Les résultats issus du travail de terrain confirment une faible mobilisation des financements innovants dans le secteur du tourisme au Sénégal. En effet, l'observation des projets en cours et des programmes soutenus par les partenaires techniques et financiers révèlent que très peu d'initiatives touristiques bénéficient directement de ces mécanismes contrairement aux autres domaines sus-indiqués en haut. Cette situation s'explique par le manque de projets spécifiquement axés sur le tourisme durable ou culturel, ce qui rend difficile leur éligibilité face aux instruments de financement vert ou à impact social.

5. DISCUSSIONS

Le Sénégal dispose d'un important potentiel touristique et culturel, soutenu par plusieurs instruments de planification, dont le Plan Sénégal Émergent (PSE), le Plan National d'Aménagement et de Développement Territorial (PNADT) et la Stratégie nationale de développement du tourisme durable 2023–2030 (Ministère du Tourisme et des Transports Aériens du Sénégal, 2022). Cependant, la mobilisation des mécanismes de financement innovants reste encore limitée dans le secteur touristique. Les fonds issus de programmes tels que le West Africa Coastal Areas Program (WACA), le Fonds Vert pour le Climat (FVC) ou le Programme de résilience côtière sont principalement orientés vers la protection des zones littorales et la gestion environnementale, sans lien direct avec la valorisation touristique (World Bank, 2023). Les observations de terrain confirment que très peu de projets touristiques ont bénéficié de ces instruments, en raison d'une faible intégration du tourisme dans les politiques de résilience climatique et d'une mauvaise formulation des projets, souvent non alignée sur les critères de durabilité exigés par les bailleurs internationaux (PNUD, 2020).

Le Bénin offre un modèle inspirant avec la création des Zones Spéciales de Développement Touristique (ZSDT) et du Programme de Valorisation du Tourisme (ProTour). Ces projets ont mobilisé des obligations vertes souveraines et des partenariats public-privé (PPP) pour financer la

réhabilitation des sites culturels et naturels (Ministère du Tourisme, de la Culture et des Arts du Bénin, 2021). Les investissements ont permis la restauration de sites emblématiques comme Abomey, Ouidah et Ganvié, la création d'emplois pour les jeunes et la promotion du tourisme communautaire. Cette approche démontre la capacité des financements innovants à stimuler un développement territorial durable lorsque la gouvernance est intégrée et cohérente (PNUD, 2020). Au Togo, les initiatives de microfinance verte constituent un levier majeur pour soutenir l'économie touristique locale. Des structures comme Assilassimé Solidarité ou la Faitière des Unités de Financement Décentralisé financent des microprojets d'écotourisme, d'artisanat et d'hébergement écologique dans les zones rurales (Assilassimé Solidarité, 2020). Cette approche, appuyée par la BOAD, favorise l'autonomisation des communautés locales et l'appropriation des objectifs de durabilité. Le modèle togolais illustre comment des mécanismes financiers à petite échelle peuvent produire des impacts significatifs en matière d'inclusion économique et environnementale (BOAD, 2022).

S'agissant de la Côte d'Ivoire, elle a su positionner le tourisme comme moteur de croissance à travers le programme "Sublime Côte d'Ivoire" (2018–2025), fondé sur une stratégie active de partenariats public-privé (PPP) (BAD, 2021). Ce programme, soutenu par la Banque Africaine de Développement (BAD) et la Banque Mondiale, vise la création de 700 000 emplois directs et indirects et l'accueil de 5 millions de touristes par an.

Les investissements ont permis la modernisation des infrastructures hôtelières, la mise en valeur des sites culturels et la promotion d'un tourisme écologiquement responsable (OMT, 2021). L'expérience ivoirienne montre qu'un cadre fiscal incitatif, une gouvernance transparente et une planification stratégique à long terme sont essentiels pour attirer des capitaux privés durables.

L'analyse comparative montre que, malgré un cadre stratégique solide, le Sénégal reste en retrait dans la mobilisation des financements innovants pour soutenir un tourisme culturel et durable. Les expériences du Bénin, du Togo et de la Côte d'Ivoire démontrent que le succès repose sur trois piliers essentiels : une gouvernance participative, une diversification des instruments financiers, et une structuration claire des projets permettant d'accéder aux financements internationaux.

La mobilisation des financements verts devrait contribuer à une relance durable et résiliente du tourisme culturel après la crise de la pandémie covid-19. En favorisant des investissements respectueux de l'environnement et des pratiques éco-responsables. Des exemples de projets axés

à la réhabilitation écologique de sites culturels, la réduction de l'empreinte carbone, la diversification de l'offre touristique, le renforcement de la résilience économique des acteurs culturels et artisanaux et l'amélioration de l'image de la destination Sénégal, constituent des initiatives réussies en Afrique qui pourraient aider pour une relance qualitative du tourisme culturel, articulant préservation du patrimoine, inclusion sociale et transition écologique. Les financements verts orientent la relance touristique vers une approche intégrée de durabilité, articulant les dimensions environnementales, économiques, sociales et culturelles (UNWTO, 2022). Ils constituent un levier pour un tourisme post-Covid inclusif et résilient, répondant aux défis du changement climatique et au renforcement de la résilience des territoires (OCDE, 2022). Sur le plan environnemental, ces mécanismes encouragent la gestion durable des ressources naturelles, la préservation du patrimoine culturel matériel et immatériel, et la mise en place d'infrastructures éco- compatibles et à faible impact écologique (Gössling & Hall, 2015). Sur le plan social et territorial, ils favorisent l'inclusion des communautés locales dans la planification et la gouvernance du tourisme. L'approche participative, telle que préconisée par le PNUD (2020), permet une co-crédation de valeur entre acteurs publics, privés et communautaires, tout en stimulant l'autonomisation des femmes et des jeunes, le développement de micro entreprises culturelles, artisanales et la diversification des revenus locaux. L'intégration des communautés locales, conformément à Scheyvens (2011), assure une répartition équitable des bénéfices, renforce la cohésion sociale et légitime les initiatives de développement durable. Ainsi, la relance du tourisme culturel, soutenue par les financements verts, se positionne comme un modèle de croissance inclusive et respectueuse de l'environnement, aligné sur les Objectifs de Développement Durable.

CONCLUSION

La relance du tourisme culturel au Sénégal nécessite aujourd'hui des approches de financement capables de répondre aux exigences d'un développement durable, inclusif et compétitif. Dans ce contexte, les financements innovants, tels que les obligations vertes et les partenariats public-privé (PPP), apparaissent comme des leviers stratégiques pour dynamiser le secteur tout en préservant le patrimoine culturel et environnemental.

Les obligations vertes offrent des opportunités de mobilisation de ressources à long terme en faveur d'infrastructures respectueuses de l'environnement et de projets culturels à forte valeur ajoutée. Quant aux PPP, ils permettent de renforcer la synergie entre l'État, les collectivités territoriales et les investisseurs privés, favorisant ainsi une gouvernance partagée du développement touristique. Cependant, ces mécanismes demeurent confrontés à plusieurs défis structurels comme une faible maturité du marché financier local, un manque de capacités techniques pour structurer des projets bancables, ainsi qu'une nécessité d'un cadre réglementaire clair et incitatif. Et pour que ces outils produisent pleinement leurs effets, il est indispensable d'instaurer un environnement favorable, fondé sur la transparence, la formation des acteurs et la valorisation des potentialités culturelles des pôles territoires.

En définitive, les financements innovants représentent une voie prometteuse pour repositionner le tourisme culturel sénégalais comme moteur de croissance durable. Leur succès dépendra de la capacité des pouvoirs publics et des partenaires à conjuguer innovation financière, préservation du patrimoine et inclusion socio-économique, dans une vision cohérente et de long terme.

Dans le cadre de la stratégie nationale Sénégal Horizon 2050, la relance du tourisme culturel post-Covid, appuyée par les financements verts, s'inscrit dans une approche de développement durable. Cette stratégie vise à articuler croissance économique, préservation de l'environnement et valorisation du patrimoine culturel, tout en intégrant les communautés locales dans la planification, la gouvernance et la mise en œuvre des projets touristiques.

Cette étude confirme que les mécanismes de financement innovants favorisent l'autonomisation des populations locales, le développement d'activités culturelles et artisanales durables, ainsi que la diversification des revenus des territoires vulnérables. En cohérence avec les Objectifs de Développement Durable (ODD 8, 11, 12 et 13), le Sénégal se projette ainsi vers un modèle de

tourisme culturel résilient, inclusif et compétitif à l'échelle internationale d'ici 2050, capable de concilier modernisation économique et préservation de son identité culturelle.

BIBLIOGRAPHIE

OCDE (2016), Coopération pour le développement 2016 : Investir dans les Objectifs de développement durable, choisir l'avenir, Éditions OCDE, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/dcr-2016-fr>

Ba, A., & Faye, O. (2007). Les innovations financières dans le développement des activités touristiques de l'État sénégalais et dans le cadre de la coopération décentralisée. *Marché et Organisations*, 3(1), 35–51;

Ministère du Tourisme (République du Sénégal). (2014). Plan stratégique de développement durable du tourisme au Sénégal (2014–2018). Ministère du Tourisme.

République du Sénégal / IFAD. (2004–2006). *Projet de Promotion des Micro-Entreprises Rurales (PROMER) — documents de projet / capitalisation.*

Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD). (2022). *Financements innovants et durables dans l'espace UEMOA : expériences et perspectives.* Lomé: BOAD.

Ministère du Tourisme, de la Culture et des Arts du Bénin. (2021). *Programme de Valorisation du Tourisme (ProTour) et Zones Spéciales de Développement Touristique.* Cotonou: Gouvernement du Bénin.

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). (2020). *Financements innovants pour la relance du tourisme durable en Afrique de l'Ouest.* New York: PNUD.

World Bank Group. (2023). *West Africa Coastal Areas Management Program (WACA): Strengthening resilience and sustainable livelihoods in coastal communities.* Washington, DC: The World Bank.

Ministère du Tourisme et des Transports Aériens du Sénégal. (2022). *Stratégie nationale de développement du tourisme durable 2023–2030.* Dakar: Gouvernement du Sénégal.

Organisation Mondiale du Tourisme (OMT). (2021). *Tourisme et développement durable en Afrique : défis et perspectives post-COVID-19.* Madrid: OMT.

Assilassimé Solidarité. (2020). *Rapport annuel d'activités: microfinance verte et autonomisation des communautés rurales au Togo.* Lomé: ONG Assilassimé Solidarité.